

**SOCIETE SCIENTIFIQUE D'HYGIENE
ALIMENTAIRE**

Association reconnue d'utilité publique
16, rue de l'Estrapade
75005 PARIS

**RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES
SUR LES COMPTES ANNUELS
Exercice clos le 31 décembre 2018**

SOCIETE SCIENTIFIQUE D'HYGIENE ALIMENTAIRE

Association reconnue d'utilité publique

16, rue de l'Estrapade

75005 PARIS

RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES

SUR LES COMPTES ANNUELS

Exercice clos le 31 décembre 2018

Aux Membres,

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre Assemblée Générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de l'association **SOCIETE SCIENTIFIQUE D'HYGIENE ALIMENTAIRE** relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2018 tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'association à la fin de cet exercice.

Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion. Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance qui nous sont applicables, sur la période du 1^{er} janvier 2018 à la date d'émission de notre rapport, et notamment nous n'avons pas fourni de services interdits par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes.

Justification des appréciations

En application des dispositions des articles L. 823-9 et R.823-7 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous vous informons que les appréciations les plus importantes auxquelles nous avons procédé, selon notre jugement professionnel, ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués et sur le caractère raisonnable des estimations significatives retenues.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par la loi.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport financier et dans les autres documents adressés aux membres sur la situation financière et les comptes annuels.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement de l'association relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de l'association à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'association ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le Conseil d'Administration.

Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.823-10-1 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre association.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de l'association à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Fait à Paris, le 14 juin 2019

Le Commissaire aux Comptes
SEREC AUDIT



Antoine GAYNO

Bilan association

Présenté en Euros

ACTIF	Exercice clos le 31/12/2018 (12 mois)			Exercice précédent 31/12/2017 (12 mois)		Variation
	Brut	Amort. prov.	Net	Net		
Immobilisations incorporelles						
Frais d'établissement						
Frais de recherche et développement						
Concessions, brevets, droits similaires	8 878	6 607	2 272	89		2 183
Fonds commercial						
Autres immobilisations incorporelles						
Immobilisations incorporelles en cours						
Avances et acomptes sur immobilisations incorporelles						
Immobilisations corporelles						
Terrains						
Constructions	1 677 490	798 321	879 169	802 950		76 219
Installations techniques, matériel et outillage industriels						
Autres immobilisations corporelles	222 730	93 161	129 569	50 325		79 244
Immobilisations grevées de droit						
Immobilisations en cours						
Avances et acomptes sur immobilisations corporelles				2 250		- 2 250
Immobilisations financières						
Participations						
Créances rattachées à des participations						
Titres immobilisés de l'activité de portefeuille						
Autres titres immobilisés						
Prêts						
Autres immobilisations financières	7 273		7 273	7 273		
TOTAL (I)	1 916 371	898 089	1 018 283	862 886		155 397
Stocks en cours						
Matières premières, approvisionnements						
En-cours de production de biens et services						
Produits intermédiaires et finis						
Marchandises						
Avances et acomptes versés sur commandes						
Créances usagers et comptes rattachés	98 075		98 075	121 839		- 23 764
Autres créances						
. Fournisseurs débiteurs	1 165		1 165	1 165		
. Personnel	4 700		4 700	4 729		- 29
. Organismes sociaux						
. Etat, impôts sur les bénéfices						
. Etat, taxes sur le chiffre d'affaires	8 197		8 197	7 887		310
. Autres	32 391		32 391	36 039		- 3 648
Valeurs mobilières de placement	500 000		500 000	500 000		
Disponibilités	671 865		671 865	864 526		- 192 661
Charges constatées d'avance	57 840		57 840	24 919		32 921
TOTAL (II)	1 374 234		1 374 234	1 561 104		- 186 870
Charges à répartir sur plusieurs exercices (III)						
Primes de remboursement des emprunts (IV)						
Ecarts de conversion actif (V)						
TOTAL ACTIF	3 290 605	898 089	2 392 516	2 423 991		- 31 475

Voir Rapport de l'expert-comptable – Mission de présentation des comptes annuels

Bilan association (suite)

Présenté en Euros

PASSIF	Exercice clos le 31/12/2018 (12 mois)	Exercice précédent 31/12/2017 (12 mois)	Variation
Fonds associatifs et réserves			
Fonds propres			
. Fonds associatifs sans droit de reprise	4 512	4 512	
. Ecart de réévaluation			
. Réserves	1 668 865	1 668 865	
. Report à nouveau	-137 366	-331 582	194 216
. Résultat de l'exercice	-131 387	194 216	- 325 603
Autres fonds associatifs			
. Fonds associatifs avec droit de reprise			
. Apports			
. Legs et donations			
. Résultats sous contrôle de tiers financeurs			
. Ecart de réévaluation			
. Subventions d'investissement sur biens non renouvelables			
. Provisions réglementées			
. Droits des propriétaires (commodat)			
TOTAL (I)	1 404 623	1 536 010	- 131 387
Provisions pour risques et charges			
TOTAL (II)			
Fonds dédiés			
. Sur subventions de fonctionnement			
. Sur autres ressources			
TOTAL (III)			
Dettes			
Emprunts et dettes assimilées	588 606	485 238	103 368
Avances et acomptes reçus sur commandes en cours			
Fournisseurs et comptes rattachés	87 762	68 099	19 663
Autres	181 374	208 129	- 26 755
Produits constatés d'avance	130 151	126 515	3 636
TOTAL (IV)	987 893	887 980	99 913
Ecart de conversion passif (V)			
TOTAL PASSIF	2 392 516	2 423 991	- 31 475
Engagements reçus			
Legs nets à réaliser			
. acceptés par les organes statutairement compétents			
. autorisés par l'organisme de tutelle			
Dont en nature restant à vendre			
Engagements donnés			

ASS STE SCIENTIFIQUE HYGIENE ALIMENTAIRE

Compte de résultat association

Compte de résultat association

Présenté en Euros

	Exercice clos le 31/12/2018 (12 mois)		Exercice précédent 31/12/2017 (12 mois)	Variation	%
	France	Exportations	Total	Total	
Produits d'exploitation					
Ventes de marchandises					
Production vendue biens					
Production vendue services	525 038		525 038	517 434	7 604
Montants nets produits d'expl.	525 038		525 038	517 434	7 604
Autres produits d'exploitation					
Production stockée					
Production immobilisée					
Subventions d'exploitation					
Cotisations					
(+) Report des ressources non utilisées des exercices antérieurs					
Autres produits			479 095	468 804	10 291
Reprise de provisions					2,20
Transfert de charges			47 945	46 620	1 325
					2,84
Sous-total des autres produits d'exploitation			527 040	515 424	11 616
					2,25
Total des produits d'exploitation (I)			1 052 077	1 032 858	19 219
					1,86
Quotes-parts de résultat sur opérations faites en commun – Excédent transféré (II)					
Produits financiers					
De participations					
D'autres valeurs mobilières et créances d'actif					
Autres intérêts et produits assimilés			1 868	2 296	- 428
Reprises sur provisions et dépréciations et transferts de charges					-18,64
Différences positives de change					
Produits nets sur cessions valeurs mobilières placement					
Total des produits financiers (III)			1 868	2 296	- 428
					-18,64
Produits exceptionnels					
Sur opérations de gestion			5 388	5 347	41
Sur opérations en capital				200 000	- 200 000
Reprises sur provisions et transferts de charges					-100
Total des produits exceptionnels (IV)			5 388	205 347	- 199 959
					-97,38
TOTAL DES PRODUITS (I + II + III + IV)			1 059 334	1 240 501	- 181 167
					-14,60
SOLDE DEBITEUR = DEFICIT			-131 387	- 131 387	N/S
TOTAL GENERAL			1 190 721	1 240 501	- 49 780
					-4,01

	Exercice clos le 31/12/2018 (12 mois)	Exercice précédent 31/12/2017 (12 mois)	Variation	%
Charges d'exploitation				
Achats de marchandises				
Variations stocks de marchandises				
Achats de matières premières et autres approvisionnements	117	13	104	800,00
Variations stocks matières premières et autres approvisionnements				
Autres achats non stockés	87 169	71 474	15 695	21,96
Services extérieurs	185 260	128 660	56 600	43,99
Autres services extérieurs	158 555	152 278	6 277	4,12
Impôts, taxes et versements assimilés	17 854	17 368	486	2,80
Salaires et traitements	467 041	434 741	32 300	7,43
Charges sociales	208 514	181 697	26 817	14,76
Autres charges de personnels	3 846	5 893	- 2 047	-34,74
Subventions accordées par l'association				
Dotations aux amortissements et aux dépréciations				
. Sur immobilisations : dotation aux amortissements	85 792	75 724	10 068	13,30
. Sur immobilisations : dotation aux dépréciations				
. Sur actif circulant : dotation aux dépréciations				
. Pour risques et charges : dotation aux provisions				
(-) Engagements à réaliser sur ressources affectées				
Autres charges	43	83	- 40	-48,19
Total des charges d'exploitation (I)	1 214 191	1 067 930	146 261	13,70
Quotes-parts de résultat sur opérations faites en commun – Déficit transféré (II)				
Charges financières				
Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions				
Intérêts et charges assimilées	4 184	6 010	- 1 826	-30,38
Différences négatives de change				
Charges nettes sur cessions valeurs mobilières de placements				
Total des charges financières (III)	4 184	6 010	- 1 826	-30,38
Charges exceptionnelles				
Sur opérations de gestion	30	29	1	3,45
Sur opérations en capital				
Dotations aux amortissements, aux dépréciations et provisions				
Total des charges exceptionnelles (IV)	30	29	1	3,45
Participation des salariés aux résultats (V)				
Impôts sur les sociétés (VI)	-27 684	-27 684		0,00
TOTAL DES CHARGES (I + II + III + IV + V + VI)	1 190 721	1 046 285	144 436	13,80
SOLDE CREDITEUR = EXCEDENT		194 216	- 194 216	-100
TOTAL GENERAL	1 190 721	1 240 501	- 49 780	-4,01
Evaluation des contributions volontaires en nature				
Produits				
. Bénévolat				
. Prestations en nature				
. Dons en nature				
Total				
Charges				
. Secours en nature				

Voir Rapport de l'expert-comptable – Mission de présentation des comptes annuels

	Exercice clos le 31/12/2018 (12 mois)	Exercice précédent 31/12/2017 (12 mois)	Variation	%
. Mise à disposition gratuite de biens et services				
. Prestations				
. Personnel bénévole				
Total				

ASS STE SCIENTIFIQUE HYGIENE ALIMENTAIRE

Annexe

Faits marquants

Un nouvel emprunt de 210 K€ a été souscrit auprès de la BNP le 1^{er} août 2018.

Règles et méthodes comptables

Les comptes annuels au 31 décembre 2018 sont établis en conformité avec les dispositions du code de Commerce (articles L123-12 à L123-28), du règlement ANC N°2018-07 à jour à l'arrêté des comptes.

Les conventions ci-après ont été appliquées dans le respect du principe de prudence, conformément aux règles de base suivantes :

- Continuité de l'exploitation
- Indépendance des exercices
- Permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre, à l'exception des changements de méthodes d'évaluation ou de présentation indiqués ci-après.

Les principales méthodes et règles utilisées sont les suivantes :

IMMOBILISATIONS INCORPORELLES ET CORPORELLES

➤ Immobilisations Incorporelles

Elles sont évaluées à leur coût d'achat majoré des frais accessoires.

Les immobilisations incorporelles correspondent aux droits d'utilisation des logiciels.

Les éléments incorporels sont amortis sur la durée de leur utilisation par l'entreprise, à savoir :

	Durée	Méthode
Licences	3 ans	Linéaire

➤ Immobilisations Corporelles

Les immobilisations corporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition ou de production, compte tenu des frais nécessaires à la mise en état d'utilisation de ces biens, et après déduction des rabais commerciaux, remises, escomptes de règlements obtenus.

Les frais d'acquisition des immobilisations, bien que constituant des coûts directement attribuables à leur acquisition, sont comptabilisés en charge conformément à l'option offerte par le Plan Comptable Général (PCG. Art. 321-10.1)

Option pour le maintien des durées d'usage pour l'amortissement de biens non décomposés

Conformément à la nouvelle réglementation comptable sur les actifs et aux mesures de simplifications mises en place pour les petites et moyennes entreprises, l'entreprise a choisi de maintenir les durées d'usage pour l'amortissement des biens non décomposés.

Les méthodes retenues ont été les suivantes :

	Durée	Méthode
Bâtiments	De 20 à 50 ans	Linéaire
Installations générales et agencements divers	De 10 à 20 ans	Linéaire
Matériel de bureau	De 2 à 5 ans	Linéaire
Matériel informatique	De 2 à 5 ans	Linéaire
Mobilier de bureau	De 3 à 10 ans	Linéaire

Bâtiments

Les immobilisations n'ont pas été réévaluées depuis leur acquisition. Les constructions de l'établissement de Paris figurent au bilan pour leur valeur d'acquisition entre 1980 et 1997.

L'ensemble immobilier situé 16 rue de L'Estrapade à PARIS (75005), est constitué de 1 400 m² de bureaux et salle de réunion et de 2 parkings. Cet ensemble figure à l'actif du bilan pour une valeur de 839 214 Euros et dont le prix d'acquisition en 1977 s'élevait à 610 609 EUR. Le terrain rattaché à ces constructions n'est pas valorisé à l'actif.

Répartition selon composants :

Nature	Taux	Valeur brute	Durée d'utilisation années	Amortissement selon composants	Durée amortissement pratiquée	Ventilation Amortissement pratiquée	Valeur Comptable Nette amortissement pratiquée
Gros oeuvre	60%	381 935	60	229 161	50 ans	334 872	47 063
Façade	30%	254 627	40	76 388	50 ans	167 435	87 192
Installations générales	5%	202 652	25	10 037	50 ans	58 459	144 194
TOTAL	100%	839 214		315 586		560 766	278 449

Les amortissements cumulés pratiqués à fin 2006 faisaient ressortir une insuffisance d'amortissement de :
384 KE – 369 KE = 15 KE

Les écarts depuis 2007 ne sont pas significatifs.

IMMOBILISATIONS FINANCIERES

Les immobilisations financières comprennent :

- Dépôts et cautionnement : 7 273 €

CREANCES ET DETTES

➤ Evaluation des créances et des dettes

Les créances et les dettes sont valorisées pour leur valeur nominale.

➤ Dépréciation des créances

Une dépréciation est pratiquée lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur comptable.

PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES

Ces provisions sont destinées à couvrir les risques et les charges que des événements en cours ou survenus rendent probables, nettement précises quant à leur objet, mais dont la réalisation et l'échéance ou le montant sont incertains.

A la clôture 2018, aucun litige n'a donné lieu à la comptabilisation d'une provision.

En outre, elles n'incluent pas les indemnités de départ à la retraite.

➤ Indemnités de départ à la retraite

Les obligations liées aux indemnités légales ou conventionnelles de départ à la retraite ont été évaluées à la date du 31/12/2018.

Ces indemnités ne font pas l'objet d'une comptabilisation, mais d'une mention en engagements hors bilan.

Le calcul de l'indemnité de départ en retraite est effectué sur les bases de la convention collective selon la méthode rétrospective des unités de crédits projetés – PBO – IAS 19/FAS 87.

Le montant mentionné en engagements hors bilan est déterminé à la clôture de l'exercice en tenant compte de :

- L'ancienneté,
- L'âge,
- Le salaire,
- La probabilité d'être en vie et d'être présent à l'âge du départ à la retraite.

Les hypothèses actuarielles retenues sont les suivantes :

- Taux d'actualisation : 1.57 %
- Taux de départ volontaire : 100 %
- Taux de mise à la retraite par l'employeur : 0 %

Changements de méthode

Les méthodes d'évaluation et de présentation des comptes annuels retenues pour cet exercice n'ont pas été modifiées par rapport à l'exercice précédent.

Informations complémentaires pour donner une image fidèle

➤ Crédit d'impôt compétitivité Emploi - CICE

La société a opté pour le traitement comptable suivant en matière de CICE :

Le CICE est comptabilisé en compte 645999 conformément à l'avis ANC et représente un impact de 4 707 €.

➤ **Honoraires du commissaire aux comptes**

Le montant total des honoraires des commissaires aux comptes figurant au compte de résultat de l'exercice 2018, s'établit à 6 400 €.

Ce montant se ventile comme suite :

- Honoraires au titre du contrôle légal	6 400 €
- Autres honoraires visés au II de l'article L.822-11	0 €

Cette information est donnée en application de l'article R123-198 9, modifié par le décret n°2008-1487 du 30 septembre 2008 – art. 2.

Etat des immobilisations

	Valeur brute des immobilisations au début d'exercice	Augmentations	
		Réévaluation en cours d'exercice	Acquisitions, créations, virements pst à pst
Frais d'établissement, recherche et développement			
Autres immobilisations incorporelles	9 936		2 410
Terrains			
Constructions sur sol propre	837 302		1 912
Constructions sur sol d'autrui			
Installations générales, agencements, constructions	704 652		138 959
Installations techniques, matériel et outillages industriels			
Autres installations, agencements, aménagements	42 629		10 853
Matériel de transport			
Matériel de bureau, informatique, mobilier	93 964		89 304
Emballages récupérables et divers			
Immobilisations corporelles en cours			
Avances et acomptes	2 250		
TOTAL	1 680 797		241 028
Participations évaluées par équivalence			
Autres participations			
Autres titres immobilisés			
Prêts et autres immobilisations financières	7 273		
TOTAL	7 273		
TOTAL GENERAL	1 698 006		243 438

	Diminutions		Valeur brute immob. à fin exercice	Réév. Lég. Val. Origine à fin exercice
	Par virement de pst à pst	Par cession ou mise HS		
Frais d'établissement, recherche et développement				
Autres immobilisations incorporelles		3 467	8 878	
Terrains				
Constructions sur sol propre			839 214	
Constructions sur sol d'autrui				
Installations générales, agencements, constructions		5 336	838 276	
Installations techniques, matériel et outillages industriels				
Autres installations, agencements, aménagements			53 482	
Matériel de transport				
Matériel de bureau, informatique, mobilier		14 020	169 248	
Emballages récupérables et divers				
Immobilisations corporelles en cours				
Avances et acomptes	2 250			
TOTAL	2 250	19 356	1 900 220	
Participations évaluées par équivalence				
Autres participations				
Autres titres immobilisés				
Prêts et autres immobilisations financières			7 273	
TOTAL			7 273	
TOTAL GENERAL	2 250	22 823	1 916 371	

Etat des amortissements

	Situations et mouvements de l'exercice			
	Début exercice	Dotations exercice	Eléments sortis reprises	Fin exercice
Frais d'établissement, recherche				
Autres immobilisations incorporelles	9 847	227	3 467	6 607
Terrains				
Constructions sur sol propre	538 222	22 544		560 766
Constructions sur sol d'autrui				
Installations générales, agencements constructions	200 783	42 108	5 336	237 555
Installations techniques, matériel et outillages industriels				
Installations générales, agencements divers	15 398	3 278		18 675
Matériel de transport				
Matériel de bureau, informatique, mobilier	70 870	17 636	14 020	74 486
Emballages récupérables et divers				
TOTAL	825 272	85 565	19 356	891 482
TOTAL GENERAL	835 119	85 792	22 823	898 089

	Ventilation des dotations aux amortissements de l'exercice			Mouvements affectant la provision pour amort. dérog.	
	Linéaire	Dégressif	Exception.	Dotations	Reprises
Frais d'établissement, recherche					
Autres immobilisations incorporelles	227				
Terrains					
Constructions sur sol propre	22 544				
Constructions sur sol d'autrui					
Installations générales, agencements constructions	42 108				
Installations techniques, matériel et outillage industriels					
Installations générales, agencements divers	3 278				
Matériel de transport					
Matériel de bureau, informatique, mobilier	17 636				
Emballages récupérables et divers					
TOTAL	85 565				
TOTAL GENERAL	85 792				

Etat des échéances des créances et des dettes

ETAT DES CREANCES	Montant brut	Un an au plus	Plus d'un an
Créances rattachées à des participations			
Prêts			7 273
Autres immobilisations financières	7 273		
Clients douteux ou litigieux			
Autres créances clients	98 075	98 075	
Créances représentatives de titres prêtés			
Personnel et comptes rattachés	4 700	4 700	
Sécurité sociale, autres organismes sociaux			
Etat et autres collectivités publiques :			
- Impôts sur les bénéfices			
- T.V.A	8 197	8 197	
- Autres impôts, taxes, versements et assimilés			
- Divers	32 391	32 391	
Groupe et associés			
Débiteurs divers	1 165	1 165	
Charges constatées d'avance	57 840	57 840	
TOTAL GENERAL	209 642	202 368	7 273
Montant des prêts accordés dans l'exercice			
Remboursements des prêts dans l'exercice			
Prêts et avances consentis aux associés			

ETAT DES DETTES	Montant brut	A un an au plus	Plus 1 an 5 ans au plus	A plus de 5 ans
Emprunts obligataires convertibles				
Autres emprunts obligataires				
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédits :				
- à 1 an maximum				
- plus d'un an	470 646	131 205	314 507	24 935
Emprunts et dettes financières divers	117 960	117 960		
Fournisseurs et comptes rattachés	87 762	87 762		
Personnel et comptes rattachés	36 608	36 608		
Sécurité sociale et autres organismes sociaux	88 381	88 381		
Etat et autres collectivités publiques :				
- Impôts sur les bénéfices				
- T.V.A	56 125	56 125		
- Obligations cautionnées				
- Autres impôts et taxes	261	261		
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés				
Groupe et associés				
Autres dettes				
Dette représentative de titres empruntés				
Produits constatés d'avance	130 151	130 151		
TOTAL GENERAL	987 893	648 451	314 507	24 935
Emprunts souscrits en cours d'exercice	210 000			
Emprunts remboursés en cours d'exercice	106 528			
Emprunts et dettes contractés auprès des associés				

Produits et avoirs à recevoir

Montant des produits et avoirs à recevoir inclus dans les postes suivants du bilan	Montant TTC
IMMOBILISATIONS FINANCIERES Créances rattachées à des participations Autres immobilisations financières CREANCES Créances clients et comptes rattachés Autres créances (dont avoirs à recevoir : 0) VALEURS MOBILIERES DE PLACEMENT DISPONIBILITES	32 391
TOTAL	32 391

Charges à payer et avoirs à établir

Montant des charges à payer et avoirs à établir inclus dans les postes suivants du bilan	Montant TTC
Emprunts obligataires convertibles Autres emprunts obligataires Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit Emprunts et dettes financières divers Dettes fournisseurs et comptes rattachés Dettes fiscales et sociales Dettes sur immobilisations et comptes rattachés Autres dettes (dont avoirs à établir : 0)	8 494 62 397
TOTAL	70 891

Charges et produits constatés d'avance

	Charges	Produits
Charges / Produits d'exploitation	3 905	130 151
Charges / Produits financiers	5 815	
Charges / Produits exceptionnels	67	
TOTAL	9 786	130 151